

LES “DANCINGS”, LES BANDITS CORSES, L’ÉTAT HELVÉTIQUE, ET TOUS LES AUTRES, MÊME CORSE!!!...

Salut les amis!

J'étais bien jeune quand, en 1970, une catastrophe se produisit dans un «*dancing*» - ainsi disions-nous en ces temps-là, - qui se nommait le «*Cinq-sept*», sur la commune de Saint-Laurent-du-Pont, dans le département de l'Isère.

Pensions-nous benoîtement, depuis, que les leçons techniques garantissant ces festivités en de tels lieux, - tant pour nous-autres que notre descendance, - avaient été tirées une fois pour toutes, et sous tous leurs aspects: celui de la responsabilité de l'État en matière d'autorisation, celle des gérants, à titre individuel ou personnel???

Depuis 50 ans, je suis transie de trouille dès que je vais boire un verre, même pas alcoolisé, dans un sous-sol de bistrot à un seul accès... et encore plus dans le... *vieux-Paris!!!* Et, avec le père Amptoar, nous avons transmis cette angoisse à notre descendance!!! Tant mieux pour elle sans doute, tant pis pour le *vieux-Paris!!!*

Il y a à peu près dix ans, c'est au «*Cuba libre*» (sic), à Rouen, que ce désastre se produisit de nouveau. Va voir à faire tomber notre trouillomètre dans ces circonstances!!! Après avoir brûler une Jehanne lorraine pour cause de non-conformité religieuse, les rouennais auraient bien fait de bannir les grillades non-culinaires.

Si votre mémoire (ou intelligence naturelle) vous fait défaut, interroger l'artificielle de votre moteur de recherche numérique préféré. Vous y constaterez la plus grande analogie avec le désastre de Crans-Montana. Tant du point de vue circonstanciel, que du point de vue sécuritaire, voire étatique!!!

Mais Crans-Montana, c'est en Suisse, direz-vous!, une nation dite: accueillante voire libérale, scrupuleuse, voire rigoureuse...

Certes, vis-à-vis des hommes d'affaires, elle présente certaines de ces caractéristiques, surtout s'ils sont étrangers et commencent par mettre quelques paquets de billets dans leurs banques, voire sous les tables au-dessus desquelles sont dressés verres emplis de vin. En ce qui concerne les migrants sans conditions, elle devient: accueillante et tolérante si nécessité, scrupulo-scruteuse voire des plus rigoureuses dans le cas contraire (voir les mœurs en vi-

gueur au début du 20^{ème} siècle dans les documents signés Luigi BERTONI sur ce site)!!!

Soyons concis: 1- l'établissement était non conforme: pas d'issues en double, des matériaux interdits au plafond sous couvert d'insonorisation; tout ce qu'il faut pour envisager le carnage; 2- le gérant, un bandit corse, - *porcu corsu* qui me dira le contraire, - très au fait de l'insécurité créée, et de l'incurie étatique associée; tout ce qu'il faut pour rendre le carnage prévisible; 3- une incurie étatique: n'assurant pas son rôle préalable de conseil, son rôle consécutif de contrôle, son rôle final d'ordonnateur, l'État, - municipal, cantonal ou fédéral - rend le carnage programmable; 4- une soirée à forte marge bénéficiaire programmée, - tous les éléments ci-dessus conjugués... - plus de quarante morts...

Au centre du carnage: le couple de gérant! Lui, condamné pour proxénétisme en 2008 en France à quatre mois fermes et huit avec sursis, interdiction d'exercer ce type de gestion en France, c'est-à-dire Corse comprise, s'est dépaycé en Suisse à partir de 2015, d'abord en tant que locataire avant de devenir propriétaire des lieux... Des affaires qui marchent à côté de l'État aux yeux mi-clos...

La fortune de ce couple atteste de la bonne rentabilité de leur affaire, douée d'une expérience acquise dans le banditisme de la plaine orientale corse... leurs relations leur fournissant les 200.000 balles nécessaires pour ne pas pourrir en taule avant le procès, et ainsi de suite!!!

Nous n'en ajouterons pas sur la «*complicité*» de l'État en Suisse, la suite des révélations le montrera suffisamment.

L'État helvétique, - municipal, cantonal ou fédéral, - sanctionnera certainement quelques-uns de ses clampins, qui n'auront au final eu qu'un seul tort, celui de s'être fait prendre dans ce jeu étatico-mafiosi. Y compris il sera dit d'eux qu'ils n'ont pas assuré leur responsabilité civile de base, celle de la sécurité de leurs voisins, y compris en merdant sur l'État suisse!

Oui, en chiant sur l'État, même suisse! Car les «*alertes*» sur l'incapacité des services où ils travaillent d'assurer leur rôle étatique ne pèseront jamais lourd sur la balance de la «*justice*» quand il faudra au final définir les responsabilités.

Citoyens suisses, engagez bien votre hargne, - sans la garder passagère, - contre votre État, et en

faisant bien comprendre à ses fonctionnaires qu'ils devraient plutôt se considérer comme des vôtres, et non pas des obligés de cet État qui ne leur assurera que momentanément le pain, le vin, et le bifteck, demain ce sera à leur tour le pain sec et l'eau!!!

Douze jours plus tard, le sort s'acharne sur les bandits corses: Alain ORSONI est abattu à bonne distance! t'as qu'à faire, c'est plus prudent! Et la prudence atteste de la réalité professionnelle.

C'était le membre d'un *clan*, - étymologiquement, du gaélique *clannad*, d'une famille, - famille très tentée par l'État, sans n'avoir jamais pu en être pleinement à son goût pendant longtemps, - quêtant à cette fin à la fois dans les espaces politiques et illégaux disponibles!

Le banditisme en Corse est, et à été, diversement associé à l'État.

Il convient d'abord, pour être clair dans la suite du propos, de faire une distinction entre le *favoritisme*, et le *mafiosisme*, deux variantes du banditisme d'État.

Les clans, c'est-à-dire les familles politiques jouant de leur importance étatique, - souvent avec une antériorité remontant au delà de la révolution de 1789, - ont favorisé outrancièrement les membres de leur famille, et ceux qui leur faisaient confiance. Ils étaient: ici *bonapartistes*, là *républicains*, à droite *gaullistes*, à gauche *radicaux*... Leurs petites affaires se déroulaient pénardement, dans les structures inférieures de l'État (communes et cantons souvent, départements dans certains cas, région dans les meilleurs cas!).

Dans ce schéma simplifié à vocation pédagogique, il manque un élément important: les vaincus!

D'abord les «*girondins*» vaincus pendant la révolution de 89, c'est-à-dire là les «*paolistes*»!

De crainte de voir la révolution aller au-delà de ce qu'il en espérait, le bourgeois Paoli s'était rallié à l'ennemi «*anglais*»; il fut défait par le clan bonapartiste, des bourgeois tous aussi inquiets de l'évolution révolutionnaire, mais ayant su régler l'issue sans la royauté ni l'étranger.

Le clan vainqueur, ne fut pas tendre avec les vaincus. Le *paolisme*, ne réapparaîtra que dans les années 1960, sous les appellations *régionalisme* ou *autonomisme*.

Le fascisme italien, puissance occupante de l'île pendant la seconde guerre mondiale, a remis dans le circuit du haut-État une partie de ces *stato-parias* descendants des vaincus, mais pour si peu de temps, et en si petit nombre!

Ce sera la décolonisation de l'Algérie qui leur redonnera consistance. Les colons d'ascendance insulaire ralliés à l'O.A.S. revinrent sur l'île. Ils ne se développèrent dans l'ombre des *paolistes* qu'au début des années 1970.

La lecture du livre de Jo PÉRALDI, *Confessions*

d'un patriote corse, des services secrets français au F.N.L.C., publié chez Fayard en 2024, donne beaucoup de renseignements sur l'intérieur de ce mouvement qui, quoi qu'on en dise, ne revendiqua que très «*officiellement*», c'est-à-dire pour la vitrine publicitaire, l'autonomie ou l'indépendance de la Corse.

L'auteur est peu loquace sur sa propre imprégnation politique algérienne, sur ses sources idéologiques ainsi que celle de ses compagnons, sur les relations des uns et des autres avec le banditisme ou une partie de celui-ci.

La Corse est grande (#8.700 km²), sa population faible (355.000 habitants), sa densité limitée (40ha/km²). Il est difficile d'ignorer, où que ce soit, quelles sont les relations des politiques et des truands locaux. Seul le grand banditisme échappe à la visibilité.

Dans le cas d'Alain ORSONI, par contre, tout est à peu près connu et pour cause: imprégnation parentale élevée dans l'Algérie française, étudiant membre d'un groupe extrémiste violent, puis participant à l'essentiel des actions militaires frontistes d'ampleur; et certainement plus ambitieux que ses compagnons au point d'aller titiller le grand banditisme. Parmi ses très proches, Gilbert CASANOVA, dans les mêmes affaires! aux mêmes moments! voire dans les mêmes prisons! mais une réussite in-fine, pour les deux, dans certaines structures de l'État... français.

Dans le cas du premier, les affaires conduites sous couvert «*politique*» l'ont amené au point extrême, celui d'être à son tour victime d'une *vendetta*, habitude tenace dans le grand banditisme, dont seuls les intéressés connaissent les tenants et aboutissants.

Le second a su apparemment où étaient les limites de sa caste dans la truanderie, prenant pour compagne une candidate... *miss-France-94*, hôtesse de ministres macronistes en ses affaires (*).

Au plan politique, il y a dix ans, les fondateurs du F.N.L.C. ont engagé les «*autonomistes*» dans un processus unifié de conquête électorale de l'État local; et ils ont réussi! Les anciens clans ont perdu tout pouvoir politique.

Hélas! la gestion de l'État conduite par ses nouveaux «*dirigeants*» ayant amené Jo PÉRALDI et ses très proches à les condamner... pour politique «*claniste*», on est en droit de s'écrier: «*Tout ça pour ça!*».

Ça vaut vraiment le coup de lire son livre...

... si vous avez encore un doute sur le fait qu'il n'y a aucune finalité émancipatrice dans quelque État que ce soit!!!

A bientôt les amis!

(*) Lire sur: <https://www.corsematin.com/article/article/mini-tempete-au-golfe-de-lava-pour-des-vacances-ministerielles>